

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-23 du 13 juin 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. A Londres, les négociateurs américains et chinois sont parvenus à un accord

Climat – énergie – environnement

2. L'Agence de protection de l'environnement veut abroger les normes sur les émissions de gaz à effet de serre et de métaux lourds pour les centrales thermiques au charbon et au lignite

Transport et infrastructure

3. Le Président Trump signe un décret pour promouvoir le leadership américain dans le domaine des vols supersoniques
4. Le président Trump signe un décret pour accélérer le déploiement et la production de drones aux États-Unis

Industrie

5. Micron annonce près de 30 Md\$ d'investissements supplémentaires aux États-Unis

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

Propriété Intellectuelle

Brèves

Numérique et innovation

6. La commission judiciaire du Sénat adopte le STOP CSAM Act contre l'exploitation sexuelle d'enfants en ligne, qui prévoit une exception des protections accordées par la section 230 du Communications Decency Act

Santé

7. Le Secrétaire à la Santé renouvelle intégralement le comité consultatif de la CDC chargé des recommandations en matière de politique de vaccination

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. A Londres, les négociateurs américains et chinois sont parvenus à un accord

Le 11 juin 2025, les délégations chinoises et américaines se sont accordées, après deux jours de négociations à Londres, sur un "cadre général" (*framework*) pour reprendre la mise en œuvre de l'accord conclu à Genève le 12 mai dernier, sous réserve d'acceptation des deux chefs d'Etat.

Selon le secrétaire au commerce Howard Lutnick, les terres rares [constitueraient](#) une « part fondamentale » de l'accord qui devrait, selon lui, permettre de résoudre les différends entre les deux pays à ce sujet. H. Lutnick a également indiqué que certaines mesures récemment adoptées par les Etats-Unis – notamment en matière de contrôle des exportations et de délivrance de visas aux étudiants chinois – pourraient être levées si la Chine reprenait les exportations de ces matériaux stratégiques.

Dans deux posts Truth successifs, le président D. Trump s'est [enthousiasmé](#) de l'accord trouvé par les deux délégations, tout en [indiquant](#) que le président Xi et lui-même allaient travailler conjointement à l'ouverture de la Chine au commerce américain.

Brèves

- Le 6 juin 2025, le Département du Trésor a [sanctionné](#) dix individus et vingt-sept entités basés en Iran, en Chine, à Hong-Kong et aux Emirats arabes unis, impliqués – selon une [enquête](#) de la cellule de renseignement financier (FinCEN) – dans l'achat ou la facilitation de la livraison de pétrole iranien via un réseau de « *shadow banking* ».
- Le 9 juin 2025, le Département du Trésor a [sanctionné](#) trois individus mexicains et onze entités mexicaines affiliés à un cartel mexicain désigné comme organisation terroriste par les autorités américaines et impliqué dans le trafic illégal de stupéfiants.
- Le 10 juin 2025, la Cour d'appel fédérale (*U.S. Court of Appeals for the Federal Circuit*) a [décidé](#) de momentanément maintenir en vigueur les droits de douane instaurés par le président D. Trump sur la base de l'IEEPA et ce jusqu'à ce que la décision d'appel soit rendue. L'affaire est désormais programmée pour une audience orale en formation plénière devant les 12 juges actifs de la Cour, prévue le 31 juillet.
- Le 10 juin 2025, le Département du Trésor a [sanctionné](#) cinq individus et cinq entités impliqués dans le financement de la branche militaire du Hamas et du Front populaire de libération de la Palestine.

- Le 12 juin 2025, le Département du Trésor a [infligé](#) une amende à une entreprise californienne pour violation des sanctions américaines à l'encontre de la Russie et des obligations de déclaration qui en découlent.

Climat – énergie – environnement

2. L'Agence de protection de l'environnement veut abroger les normes sur les émissions de gaz à effet de serre et de métaux lourds pour les centrales thermiques au charbon et au lignite

Le 11 juin 2025, l'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#), aux côtés de plusieurs élus républicains du Congrès, deux propositions : (i) l'abrogation de l'ensemble des normes d'émissions de gaz à effet de serre pour la production d'électricité (article 111 du Clean Air Act) et (ii) la suppression de certaines modifications apportées en 2024 aux Mercury and Air Toxics Standards (MATS), qui encadrent les émissions atmosphériques de métaux toxiques pour les centrales à charbon et au fioul. Ces annonces s'inscrivent dans la continuité des mesures annoncées le 12 mars 2025 par l'administrateur de l'EPA Lee Zeldin, dans le cadre du programme « Power the Great American Comeback » du président D. Trump (voir [brèves du 14 mars 2025](#)). L'EPA indique que ces propositions visent à supprimer les obstacles réglementaires qui limitent l'accès aux ressources énergétiques du pays et à une électricité abordable et fiable.

L'EPA justifie la première proposition en s'appuyant sur l'arrêt *West Virginia v. EPA* (2022), dans lequel la Cour suprême a jugé que l'EPA ne pouvait utiliser le Clean Air Act pour orienter le mix énergétique du pays. Sur la base de sa propre interprétation de cet arrêt, l'agence propose désormais de considérer que les émissions de gaz à effet de serre, étant d'ampleur mondiale, ne peuvent être attribuées de manière précise au secteur électrique américain et que celles émises par ce dernier ne contribuent pas de manière significative à une pollution atmosphérique dangereuse au sens de la loi. En alternative, l'EPA propose d'abroger les exigences les plus contraignantes imposées aux unités de production, notamment les obligations de capture et stockage du carbone pour les nouvelles turbines et les centrales au charbon modifiées.

S'agissant du MATS, l'EPA propose de revenir aux standards de 2012, qui ont déjà permis selon le communiqué des réductions majeures de la pollution toxique, en supprimant plusieurs obligations, notamment la norme sur les émissions de particules fines pour les centrales à charbon, la norme de concentration en mercure pour les centrales au lignite, et l'exigence d'utiliser des systèmes de surveillance continue des émissions.

Brèves

- Le 9 juin 2025, l'Agence d'information sur l'énergie (EIA) a [annoncé](#) que les Etats-Unis avaient battu un record de production énergétique en 2024, avec plus de 103 millions de milliards de Btu (+1 % par rapport à 2023 ; c'est l'équivalent de 30 180 TWh ou 17 760 milliards de barils de pétrole). Le gaz naturel (38 %) et le pétrole brut (27 %) restent les principales sources, ce dernier atteignant 13,2 millions de barils par jour grâce au bassin permien. Le charbon poursuit son déclin (10 % du mix), tandis que les liquides de gaz naturel ont augmenté de 7 % à 10% du mix. S'agissant des énergies renouvelables, les biocarburants ont atteint 1,4 million de barils par jour (+6 %). Le solaire a progressé de 25 % et l'éolien de 8 %, tous deux soutenus par la mise en service de nouvelles unités de production. L'hydroélectricité et le nucléaire (8% du mix) sont restés stables tandis que la géothermie a légèrement reculé.
- Le 11 juin 2025, le National Park Service (NPS) a [adopté](#) 33 exclusions catégorielles du National Environmental Policy Act (NEPA), pour accélérer les autorisations de permis (*permitting*) pour la gestion des ressources naturelles ainsi que toutes les activités routinières telles que les travaux de modernisation des infrastructures et d'amélioration des communications. Ces exclusions, reprises par d'autres agences fédérales, permettent de se passer d'examens environnementaux approfondis. Le Département de l'Intérieur souligne que cette initiative renforce l'efficacité et la réactivité du NPS dans une logique de gestion responsable et pragmatique des terres fédérales.

Transport et infrastructure

3. Le Président Trump signe un décret pour promouvoir le leadership américain dans le domaine des vols supersoniques

Le 6 juin 2025, la Maison-Blanche a [publié](#) un décret présidentiel intitulé « Leading the world in supersonic flight », visant à promouvoir le leadership américain dans le domaine des vols supersoniques. Soutenant que, pendant plus de 50 ans, « des réglementations obsolètes et excessivement restrictives ont cloué au sol la promesse des vols supersoniques au-dessus de la terre, étouffant l'ingéniosité américaine, affaiblissant la compétitivité mondiale [des Etats-Unis] et cédant le leadership à des adversaires étrangers », le décret affirme qu'aujourd'hui, « les progrès de l'ingénierie aérospatiale, de la science des matériaux et de la réduction du bruit rendent désormais le vol supersonique non seulement possible, mais également sûr, durable et commercialement viable ». Ce décret entend ainsi engager « un effort national historique visant à rétablir les

Etats-Unis en tant que leader incontesté de l'aviation à grande vitesse ».

Ce décret présidentiel prévoit notamment :

- Au plan réglementaire : l'abrogation par la Federal Aviation Administration (FAA), sous 180 jours, de l'interdiction actuelle des vols supersoniques au-dessus des terres (14 CFR 91.817) et l'établissement d'une norme provisoire de certification sur le bruit ; la publication par la FAA, sous 18 mois, d'une proposition de règlement relative à l'établissement d'une norme de certification sur le bruit pour les vols supersoniques (14 CFR Part 36), tenant compte de l'acceptabilité du public, du caractère économiquement raisonnable et de la faisabilité technologique. Une règle finale sera publiée sous 24 mois ;
- Au plan de la R&D : la coordination par l'OSTP (Office of Science and Technology Policy) des efforts de R&D en matière de vols supersoniques, en consultation avec les Départements de la Défense, du Commerce, des Transports et la NASA ; les résultats des travaux coordonnés par l'OSTP seront fournis à la FAA afin d'éclairer l'élaboration des procédures, règlements et politiques publiques, notamment ceux relatifs à la certification des appareils supersoniques civils et aux normes liées au bruit et à l'environnement ;
- Au plan international : l'engagement par la FAA, en consultation avec l'OSTP et les autres agences pertinentes, auprès de l'OACI et des principaux partenaires étrangers afin de rechercher un alignement international dans les approches réglementaires en matière de vols supersoniques ; la recherche par la FAA, en coordination avec le Département d'Etat, de la conclusion d'accords bilatéraux sur la sécurité aérienne avec les autorités étrangères autant que nécessaire pour assurer la sécurité de l'exploitation internationale des appareils supersoniques.

4. Le président Trump signe un décret pour accélérer le déploiement et la production de drones aux Etats-Unis

Le 6 juin 2025, la Maison-Blanche a [publié](#) un décret présidentiel intitulé « Unleashing American drone dominance », visant à promouvoir la domination américaine dans le domaine des drones, aussi appelés systèmes d'aéronefs sans pilote (*Unmanned Aircraft Systems* - UAS). Soulignant l'effet transformateur permis par les drones dans des secteurs variés (logistique, inspection des infrastructures, agriculture de précision, interventions d'urgence, sécurité publique) et les usages prometteurs des appareils électriques à décollage et atterrissage verticaux (eVTOL) pour le transport de fret et de personnes, le décret avance que les Etats-Unis doivent accélérer la commercialisation en toute sécurité des technologies de drones et intégrer pleinement les UAS dans l'espace aérien national. Le décret affirme que le moment est venu d'accélérer les tests et de rendre possible les opérations courantes (*routine*) de drones, d'accroître la production nationale et d'étendre

l'exportation vers les marchés mondiaux de technologies fiables produites aux Etats-Unis dans ce secteur. Selon le décret, la mise en place d'une industrie nationale robuste et sûre dans le secteur des drones est « vitale » pour réduire la dépendance à l'égard de sources étrangères, renforcer les chaînes d'approvisionnement critiques et assurer que les bénéfices de cette technologie profitent au peuple américain.

Ce décret présidentiel prévoit notamment :

- La publication par la Federal Aviation Administration (FAA), sous 30 jours, d'une proposition de règlement permettant les opérations courantes (*routine*) d'UAS au-delà de la ligne de visée visuelle (*beyond visual line of sight* – BVLOS) pour des usages commerciaux ou de sécurité publique ;
- Le lancement par la FAA, sous 120 jours, du déploiement d'outils d'IA pour accompagner et accélérer l'examen des demandes d'exemptions (*waivers*) pour l'exploitation d'UAS ;
- La publication par la FAA, sous 240 jours, d'une feuille de route actualisée pour l'intégration des UAS civils dans l'espace aérien national ;
- L'établissement par la FAA, en coordination avec l'Office of Science and Technology Policy d'un programme pilote pour accélérer le déploiement sûr et légal des opérations d'eVTOL aux Etats-Unis (eVTOL Integration Pilot Program – eIPP), prévoyant (i) la publication sous 90 jours d'un appel à projets, adressé à toutes les autorités publiques locales, à qui il sera demandé de s'associer à des acteurs privés ; (ii) la sélection, dans les 180 jours suivants, d'au moins 5 projets pilotes, retenus notamment selon des critères d'origine américaine et de représentativité de situations géographiques, de modèles économiques, d'usages ; (iii) la remise, dans les 180 jours suivant la sélection des projets, d'un premier rapport de mise en œuvre au président. Des rapports annuels seront ensuite produits, ainsi qu'un rapport final de bilan du programme ;
- Le lancement de procédures par le Département du Commerce, sous 90 jours, pour sécuriser la chaîne d'approvisionnement des Etats-Unis dans le secteur des drones et la protéger de tout contrôle ou exploitation d'origine étrangère. Ces procédures incluent la proposition de règlements et le lancement d'enquêtes ;
- L'examen et la modification, le cas échéant en conformité avec le cadre légal applicable, sous 90 jours, des règles de contrôle des exportations afin de permettre l'exportation accélérée d'UAS civils fabriqués aux Etats-Unis vers des partenaires étrangers, à condition que les utilisateurs finaux et pays bénéficiaires ne soient pas identifiés comme des adversaires étrangers et que l'exportation ne présente pas de risque de détournement vers des programmes préoccupants. Cette action sera conduite par le Département du Commerce, en coordination avec les Départements d'Etat, de la Défense et de l'Energie.

Un autre décret présidentiel intitulé « Restoring American Airspace Sovereignty » a également été [signé](#) le 6 juin 2025, portant sur le contrôle et la sécurisation de l'espace aérien face aux menaces liées à l'usage malveillant de drones.

Industrie

5. Micron annonce près de 30 Md\$ d'investissements supplémentaires aux Etats-Unis

Le 12 juin 2025, Micron, entreprise américaine spécialisée dans la conception et la fabrication de semi-conducteurs, notamment de puces mémoires DRAM et flash NAND, a [dévoilé](#) un investissement supplémentaire de 30 Md\$, portant à un total d'environ 200 Md\$ son plan d'investissement dans la fabrication et la R&D aux Etats-Unis. Ce plan comprend la construction de deux usines en Idaho, jusqu'à quatre usines à New York, ainsi que l'expansion et la modernisation d'une usine en Virginie visant l'augmentation des capacités de packaging pour les puces HBM. Ces investissements devraient permettre la création de 90 000 emplois et de répondre à la demande croissante liée à l'IA.

Micron précise que l'intégralité de ses investissements américains seront éligibles au crédit d'impôt sur la fabrication avancée introduit par le CHIPS Act (adopté en 2022), et que l'entreprise bénéficiera de 6,4 Md\$ de subventions, également au titre du CHIPS Act.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 9 juin 2025, Warner Bros. Discovery (WBD) a annoncé [scinder en deux structures distinctes](#) ses activités Streaming & Studios (HBO Max, Warner Bros., DC Studios, etc.) et Global Networks (chaînes de télévision dont CNN, TNT et TBS, Discovery+). Cette scission, qui devrait être effective à la mi-2026 et intervient quatre ans après la fusion de WarnerMedia et Discovery, Inc., vise à offrir « plus de flexibilité » à chaque structure.

Agriculture et industrie agroalimentaire

Brèves

- Le 7 juin 2025, le Foreign Agricultural Service du ministère de l'Agriculture (FAS) a [publié](#) une étude sur l'évolution des exportations en vrac des principales matières premières agricoles américaines (céréales, soja, coton). La part de ces produits dans les exportations agricoles totales des Etats-Unis a fortement fluctué depuis 2020 et est désormais clairement orientée à la baisse. L'auteur de l'étude explique ces fortes fluctuations en raison de la volatilité des prix, du coût élevé des intrants, d'une rentabilité de ces filières en déclin ces dernières années ainsi que d'autres facteurs, notamment géopolitiques. Dans un univers de marché plus concurrentiel et où l'acheteur principal, la Chine, a diminué ses besoins d'importations, l'auteur considère que les perspectives d'exportations américaines de ces matières premières deviennent très incertaines.
- La secrétaire à l'agriculture, Brooke Rollins, poursuit sa politique visant à restaurer l'objectif de nutrition du programme d'assistance nutritionnelle supplémentaire ([SNAP](#)) en signant les dérogations que lui ont demandées de nouveaux Etats. Depuis [l'approbation](#) de la demande du Nebraska d'exclure les sodas des produits éligibles au SNAP (cf. [brèves sectorielles](#) du 23 mai 2025), B. Rollins a [signé](#) le 10 juin 2025, en présence du secrétaire à la santé et aux affaires sociales, Robert F. Kennedy Jr., de nouvelles demandes de dérogations pour l'Arkansas, l'Idaho et l'Utah en plus de celles déjà octroyées à l'Indiana et à l'Iowa. Désormais, six [Etats](#) sont concernés par ces dérogations qui entreront en vigueur en 2026. Dans le communiqué [publié](#) par l'USDA, le secrétaire Kennedy appelle « *tous les gouverneurs du pays à soumettre une dérogation SNAP pour éliminer les boissons sucrées* » et déclare que « *l'argent des contribuables ne devrait jamais financer des produits qui alimentent l'épidémie de maladies chroniques* ».
- Le 10 juin 2025, le Sénat a [confirmé](#) la nomination de Stephen Vaden au poste de secrétaire adjoint à l'agriculture (USDA). Le vote a été acquis selon les lignes partisans (51 Républicains pour ; 44 Démocrates contre). S. Vaden était jusque-là juge au Tribunal du commerce international des Etats-Unis. Il a été le directeur juridique de l'USDA sous la première administration Trump.

Propriété Intellectuelle

Brèves

- Le 12 juin 2025, le comité judiciaire du Sénat [a voté](#) la confirmation de John Squires au poste de sous-secrétaire d'Etat au commerce pour la propriété intellectuelle et directeur du bureau des brevets et des marques (USPTO) par 20 voix contre 2. L'étape suivante sera le vote en plénière au Sénat.

Numérique et innovation

6. La commission judiciaire du Sénat adopte le STOP CSAM Act contre l'exploitation sexuelle d'enfants en ligne, qui prévoit une exception des protections accordées par la section 230 du Communications Decency Act

Le 12 juin 2025, la commission judiciaire du Sénat a [adopté](#) le STOP CSAM Act, une proposition de loi bipartisane portée par les sénateurs Josh Hawley (R-Missouri) et Dick Durbin (D-Illinois), visant à renforcer le cadre fédéral de lutte contre l'exploitation sexuelle d'enfants en ligne.

Le texte élargit les obligations de signalement des contenus illicites à la National Center for Missing and Exploited Children (NCMEC - organisme indépendant mandaté par le Congrès, chargé de centraliser les signalements de disparitions et d'exploitation sexuelle de mineurs), crée un Child Online Protection Board au sein de la Federal Trade Commission chargé d'ordonner le retrait de contenus ou de sanctionner les entreprises. Le texte introduit également une exception ciblée à la section 230 du Communications Decency Act — disposition qui limite aujourd'hui la responsabilité juridique des plateformes pour les contenus publiés par leurs utilisateurs — afin de permettre aux victimes de poursuivre les services restés inactifs. Il prévoit aussi un renforcement des protections judiciaires pour les mineurs appelés à témoigner de faits d'exploitation.

Soutenu de longue date par plusieurs organisations de protection de l'enfance ([NCMEC](#), [Child USA](#), [Enough Abuse](#)), le texte fait l'objet de critiques marquées du secteur numérique. Ainsi, l'association [NetChoice](#), représentant les grandes plateformes, et des organisations de défense des droits numériques comme [l'Electronic Frontier Foundation](#) ou [l'Internet Society](#), alertent sur les risques pesant sur la confidentialité des communications, notamment s'agissant du chiffrement de bout-en-bout.

Brèves

- La [presse](#) rapporte le projet d'acquisition par Meta de 49 % de Scale AI, start-up spécialisée dans la mise en forme de

données pour l'entraînement des modèles d'IA, pour 15 Md\$, pour une valorisation de l'entreprise à 28 Md\$. La presse relaie que le PDG de Scale AI, Alexandr Wang, quitterait l'entreprise à l'issue de l'opération pour prendre la tête d'un nouveau laboratoire consacré à la « superintelligence » au sein de Meta, qui viserait à recruter des chercheurs travaillant chez OpenAI, Anthropic ou encore Google DeepMind.

- Les 4 et 5 juin 2025, AMD a annoncé successivement l'acquisition de [Brium](#) et l'intégration des effectifs de la start-up canadienne [Untether AI](#), pour des montants non divulgués. Brium développe des solutions logicielles facilitant notamment l'adaptation de l'inférence IA à différents types de matériel, tandis qu'Untether AI conçoit des puces d'inférence IA pour l'edge computing et les data centers.
- Le 5 juin 2025, Anduril, entreprise américaine spécialisée dans la production de technologies de défense autonomes, a [annoncé](#) une levée de fonds de 2,5 Md\$ dans le cadre d'un tour de série G, portant sa valorisation à 30,5 Md\$.
- Le 10 juin 2025, plus de 200 organisations professionnelles – dont la US Chamber of Commerce – ont adressé une [lettre](#) au Sénat, appelant au maintien d'une disposition prévoyant un moratoire de dix ans sur les réglementations des Etats fédérés en matière d'intelligence artificielle, dans le cadre du projet de loi de réconciliation budgétaire en cours d'examen.
- La presse [rapporte](#) qu'Anysphere, développeur de l'un des principaux assistants IA de codage « Cursor », a levé 900 M\$, pour une valorisation de 9,9 Md\$.

Santé

7. Le secrétaire à la santé renouvelle intégralement le comité consultatif des Centers for Disease Control and Prevention chargé des recommandations en matière de politique de vaccination

Le 11 juin 2025, deux jours après avoir [limogé](#) l'ensemble des 17 membres de l'Advisory Committee on Immunization Practices (ACIP) de l'agence fédérale Centers for Disease Control and Prevention (CDC), le secrétaire à la santé et aux services sociaux, Robert F. Kennedy Jr., a [annoncé](#) sur le réseau social X la nomination de 8 nouveaux membres de ce comité consultatif, chargé entre autres de formuler des recommandations en matière de politique de vaccination. Parmi les nouveaux experts nommés [figurent](#) plusieurs personnalités dépeintes par la presse comme critiques vis-à-vis des vaccins à ARN messenger, comme Martin Kulldorff, Robert Malone, et Vicky Pebsworth. J.R. Kenny Jr. a présenté le renouvellement des membres de l'ACIP comme destiné à « restaurer la confiance » des Américains dans la

vaccination. Plusieurs fédérations représentant les praticiens et l'industrie de la santé ont exprimé leur inquiétude en réaction à ces annonces. Le jour du limogeage des 17 membres du comité, la Biotechnology Innovation Organization a [indiqué](#) craindre des « perturbations significatives » dans le processus d'élaboration des recommandations en matière de santé publique. Le 12 juin, l'American Medical Association s'est dite « profondément préoccupée » par le processus de sélection au terme duquel les nouveaux membres de l'ACIP avaient été nommés, « *sans transparence ni vérification appropriée pour s'assurer qu'ils possèdent l'expertise nécessaire pour formuler des recommandations sur les vaccins afin de protéger la santé des Américains* ».

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)